



# Thinking Africa

## NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

### LA RDC FACE AUX NOUVEAUX DEFIS SECURITAIRES: L'ITURI, EN ROUTE VERS LA PAIX OU RETOUR DES VIOLENCES ?

Par Adolphe AGENONGA CHOBER,  
titulaire d'un diplôme d'Etudes supérieures en relations internationales  
et d'un diplôme de mérite par l'Université de Kisangani

## RESUMÉ

Cette note entend clarifier la persistance et la résurgence des groupes armés qui menacent la paix en Ituri avec le risque du basculement de cette province dans une escalade des violences généralisées. A ce titre, il est question d'examiner les intentions réelles et agendas de ces groupes armés, leurs ressources et moyens d'actions. Il est également question d'analyser les conséquences sécuritaires de leur activisme et leurs velléités expansionnistes au-delà de l'Ituri. Enfin, des propositions de mesures de riposte concrètes, en guise des suggestions, seront formulées en vue de relever ces défis sécuritaires.

## CONTEXTE

Cette note s'inscrit dans le contexte où la Province de l'Ituri est menacée des risques de nouvelles violences alors qu'elle sort d'un conflit infernal qui a opposé les communautés Hema et Lendu, entre 1999 et 2003. Cette période est marquée par l'agression de la République démocratique du Congo (RDC) par l'Ouganda dont les troupes contrôlaient cette partie du pays.

## IDEES MAJEURES

- Parmi les provinces de la RDC, l'Ituri situé au Nord-est du pays à la frontière ougandaise, est l'une des victimes de la folie meurtrière des hommes.
- Cette province congolaise a vu, pour la première fois depuis le déploiement de la force onusienne en 2000, appliquer la doctrine de la paix robuste en 2004 quand ce conflit armé avait pris une allure infernale.
- Après une accalmie suivie de la normalisation de la sécurité dans cette province, elle présente, à nouveau, des signes inquiétants de l'ébranlement des efforts de la paix conjugués par la communauté internationale et les Forces armées de la république démocratique du Congo (FARDC)

## PROBLEMATIQUES

Pourquoi l'Ituri qui sort fraîchement des conflits armés multiplie-t-il des signes inquiétants de la recrudescence des violences ?

Quels sont les intentions et les moyens d'actions qui consolident les actions subversives des groupes armés à la base de ces risques des violences ?

Comment parvenir à la consolidation durable de la paix dans cette province ?

Cette note gravite autour de ces questions auxquelles elle tente d'apporter d'éclairage.

## MOTS CLES

Ituri, groupes armés, menaces, violences, paix

## LA RDC FACE AUX NOUVEAUX DEFIS SECURITAIRES : L'ITURI, EN ROUTE VERS LA PAIX OU RETOUR DES VIOLENCES ?

Alors que les tensions communautaires qui opposaient, jadis, les communautés Hema et Lendu ont disparu, il n'en demeure pas moins vrai que les groupes armés qui en étaient les chevaux de Troie ont resurgi aux côtés de nouveaux autres qui tentent d'établir une vaste coalition avec les groupes qui sévissent au Nord-Kivu, province frontalière de l'Ituri.

### I. DE L'EMBRASEMENT DE L'ITURI VERS LA PAIX

C'est à la suite de l'intrusion de l'armée ougandaise en RDC au cours de la « guerre de rectification » déclenchée le 2 août 1998 que la province de l'Ituri a connu sa descente aux enfers. Pourtant, ces tensions communautaires, déjà vécues depuis l'époque coloniale<sup>1</sup>, ont été, rapidement, contenues par les administrations successives. En revanche, avec l'absence du contrôle de cette partie de la RDC par l'administration de Kinshasa, les tensions ont transformé cette région en une « boucherie humaine » au point de contraindre la communauté internationale, après le retrait ougandais à mai 2003<sup>2</sup>, à y mener

1. Maindo Monga Ngonga, A., « La république de l'Ituri » en République démocratique du Congo : un Far West ougandais », *Politique africaine* 2003/1 (N° 89), pp. 181-192.

2. Agenonga Chober, « Impact du retrait des troupes

ougandaises de la République Démocratique du Congo sur l'évolution des conflits armés en Ituri », *Mémoire de licence en Relations internationales, Faculté des sciences sociales, administratives et politiques, Université de Kisangani, 2012-2013.*

une opération militaire. Dénommée Artémis, celle-ci avait pour nation-cadre la France, dans le cadre de la Politique de Sécurité et de Défense Commune de l'Union Européenne<sup>3</sup>.

Par la suite, compte tenu du nombre élevé de victimes causé par cette escalade de violences – plus de 60.000 morts et 500 000 déplacés<sup>4</sup>-, des efforts ont été déployés tout azimuts. La tentative d'une solution politique par l'ancien président tanzanien, Benjamin Mukapa, avec l'appui de la communauté internationale, a permis la signature d'un Acte d'engagement par les six factions rivales, en mai 2003. Par conséquent, la Commission de pacification de l'Ituri a mis sur pied une administration provisoire.

Il convient de souligner qu'Artémis, opération déployée au titre de la résolution 1484 du 30 mai 2003 de l'ONU, a achevé son mandat en septembre 2003 sur une note satisfaisante<sup>5</sup>, laissant le champ libre aux forces onusiennes de la Brigade Ituri

3. Mwayila Tshiyembe, *Politique étrangère de la République démocratique du Congo : continuités ou ruptures*, Paris, L'Harmattan 2009.

4. Unyon Vakpa Katumba Oruma, *Le conflit armé en Ituri : la problématique de sa prévention et de sa gestion*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 82.

5. Remarques de Javier Solana, Haut représentant de l'UE pour la PESC, à l'occasion de la fin de l'opération « Artémis » à Bunia (République démocratique du Congo) Bruxelles, 1er septembre 2003 S0168/03.

conduite par le contingent pakistanais (PAKBAT). Entretemps, à Kisangani, chef-lieu de l'ancienne Province Orientale, une Brigade intégrée des Forces armées de la RDC (FARDC) a été formée, puis déployée, en vue de rétablir la sécurité et l'autorité de l'Etat dans une région devenue une véritable pétaudière.

Les mécanismes militaires ont été couplés à des opérations de désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire (DDR). Ces stratégies ont contribué à la réduction drastique de la capacité de nuisance des groupes armés, ainsi que de la circulation des armes légères et de petit calibre (ALPC). A la suite de ces efforts, aujourd'hui, la province de l'Ituri est devenue l'un des poumons économiques de la région.

## II. RISQUES D'UN RETOUR AUX VIOLENCES EN ITURI ?

Cependant, les groupes armés censés être neutralisés par la force onusienne et l'armée congolaise ont refait surface au cours des trois dernières années. Certains d'entre eux ont multiplié les attaques aussi bien contre les populations civiles que contre des positions militaires. Il s'agit principalement de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) et les Mai Mai Simba.

### A. FRPI : REVENDICATIONS, ENJEUX, MODUS OPERANDI ET COMPLICITES

La FRPI est un des groupes armés créés au plus fort des turbulences des années 2000. Alors contrôlée par l'armée ougandaise, celle-ci lui procurait ses armes. Issue de la communauté des Walendu Bindi, elle-même proche de celle des Ngiti, ce groupe s'était allié au Front Nationaliste et Intégrationniste (FNI), une milice de la communauté des Lendu dont le leader, Floribert Ndjabu, est actuellement détenu à la prison de Makala à Kinshasa. Il importe de souligner que cette milice était opposée à la communauté des Hema qui, elle aussi, disposait de sa milice, appelée « Union des patriotes congolais » (UPC), soutenue par l'armée rwandaise et dont le dirigeant, Thomas Lubanga, condamné par la Cour pénale internationale (CPI), purge actuellement sa peine à la Haye (Pays-Bas).

La FRPI était, elle, dirigée par Germain Katanga, également arrêté, transféré à la Haye, jugé et condamné par la CPI. Après avoir purgé les trois-quarts de sa peine, il a été renvoyé en RDC pour y purger le reliquat à la prison de Makala. Mais la justice congolaise a estimé que d'autres charges pesaient sur lui, et l'appelé à répondre de ses actes, cette fois devant une juridiction congolaise. Après son arrestation, cette milice a été dirigée par un de ses adjoints du nom de Cobra Matata. Ce dernier a été intégré au sein de l'armée congolaise avec le grade de colonel, après la vague de démobilisation de l'année 2007. Il

en a déserté pour reprendre, en 2010, la tête de cette milice. Après des négociations, il a à nouveau réintégré les FARDC en 2014, avant d'être arrêté au début 2015, accusé de vouloir retourner au maquis.

Les FARDC et la MONUSCO, la force maintien de la paix des Nations Unies, peinent à contenir cette milice, qui utilise la guérilla comme stratégie opérationnelle, c'est-à-dire qu'elle privilégie les attaques par surprise. Elle s'en prend à l'armée et aux civils.

C'est sur base de revendications identitaires que ce groupe a vu le jour, estimant que sa terre faisait l'objet d'une expropriation par la communauté Hema. Subitement, ces revendications ont évolué suite la récupération politique de ces mobilisations par l'Ouganda et d'autres acteurs en quête de positionnement politique, voire militaire, au sein des institutions clés du pays.

La FRPI exerce son contrôle sur le site aurifère de Bavi, réputé pour sa production d'or d'excellente qualité, ce qui lui procure des fonds par le biais d'impôts illicites et de la vente directe de minerai, à un prix cassé, aux négociants de Bunia, chef-lieu de de l'Ituri, et de Butembo, une grande ville du Nord-Kivu. Il a également été constaté que ce groupe entretient des liens avec les officiers de l'armée ougandaise stationnés le long de la frontière, au poste de Semiliki, où se déroule un troc d'or contre des armes et des munitions<sup>6</sup>.

6. UNSC, *Report of the Group of Experts on the*

Les exactions commises par la FRPI contre les populations civiles dans les localités de Alingba, Bunga, Kanyoro et Mogbe, ont condamné, en novembre 2015, environ mille cinq cents ménages à abandonner leur localité d'origine<sup>7</sup>. A chaque raid, les femmes sont la cible de ces miliciens qui les soumettent au viol. Dans le pire des cas, certaines femmes sont enlevées pour être réduites en esclaves sexuelles. Les pillages sont aussi monnaie courante. Les enfants sont condamnés au décrochage scolaire. Compte tenu des attaques récurrentes dont leurs villages font l'objet, ces élèves ont abandonné les études pour fuir ces exactions avec leurs parents.

## B. MAI MAI SIMBA : REVENDICATIONS, ENJEUX, MODUS OPERANDI ET COMPLICITES

Il convient également de noter la résurgence d'un autre groupe armé dont la présence a jeté une lumière crue sur l'incapacité de l'Etat congolais à prévenir le risque de subversion aussi bien endogène qu'exogène. Il s'agit de la montée en puissance, dans le territoire de Mambasa, d'un groupe singulier, les Mai Mai Simba<sup>8</sup>, avec comme chef de file Paul Sadala dit Morgan. Ayant la réputation d'être un ancien braconnier,

*Democratic Republic of the Congo*, S/2012/843, 15 novembre 2012, p. 27.

7. *Radio Okapi*, Ituri: 1500 familles abandonnent leurs villages suite aux exactions de la FRPI, 21 novembre 2015.

8. La dénomination "Simba" a été empruntée à une milice originaire du Maniema, vestige de la rébellion des années 60 à Kisangani.

Morgan a fait preuve d'une grande capacité de nuisance après avoir mis à feu et à sang, en juin 2012, la localité d'Epulu située à 460 km de Kisangani et abritant une aire protégée.

Dénommée Réserve de faune à Okapi (RFO), cette aire protégée a connu de nombreuses attaques des Mai Mai Simba qui ont mis à sac et réduit en cendres le bureau administratif de l'Institut congolais de conservation de la nature (ICCN), l'institution en charge de la gestion de cette réserve, après avoir massacré tous ses okapis, une espèce protégée et unique au monde. Notons que ce site est classé parmi les patrimoines mondiaux de l'UNESCO. Par ailleurs, la région où opère cette milice est très riche en or et en diamant, notamment au bord de la rivière Ituri, à Badengaido et à Molokay. En outre, les Simba s'intéressent à la chasse aux éléphants, dont les défenses procurent des bénéfices importants.

Morgan, le chef de ce groupe, a été tué lors des tractations devant aboutir à sa reddition aux FARDC à Molokay, non loin de son fief, en avril 2014, dans des circonstances qui n'ont pas encore été suffisamment élucidées. Les Mai Mai Simba ont émergé comme un groupe armé dans un contexte de revendications communautaires contre l'administration de la RFO. Ancien braconnier de son état, Morgan reprochait à cette administration d'étendre démesurément l'aire protégée au détriment de l'agriculture et de la chasse, deux activités principales dont la communauté locale tire ses revenus et ses moyens de subsistance. Mais

les agissements de ce groupe ont contredit, dans les faits, cette prétention ; les Simba sont devenus une menace pour la communauté dont il a prétendu protéger les intérêts. Leurs motivations actuelles s'avèrent moins sociales que politiques et économiques en faveur des leaders de ce groupe.

En dépit du décès de leur chef, les Mai-Mai Simba demeurent toujours très actifs. Ils continuent d'opérer à l'intérieur et à la périphérie de la RFO où ils ont établi une administration parallèle. La déshérence de l'Etat étant une réalité vivante dans cette région, la population locale doit se plier au diktat de cette autorité occulte.

L'expérience en Ituri a donc révélé que la liquidation du chef d'un groupe armé ou son intégration au sein de l'armée congolaise n'entraîne pas nécessairement sa disparition car, rapidement, un de ses lieutenants prend la relève. Tel est le point commun entre la FRPI et les Simba.

Les acteurs qui ont succédé au défunt leader sont, entre autres, un certain Mangaribi, Manou, issu de la communauté pygmée, et Mumbere Sumbadede, originaire du Kivu, accusé d'infiltrer la milice de combattants aguerris provenant de sa région. Les écogardes, c'est-à-dire ces paramilitaires chargés d'assurer la sécurité de la RFO, ont affirmé rencontrer des attaques de braconniers et de miliciens assez bien formés, disposant des pistolets, kalachnikovs et mitrailleuses

(PKM) dont la provenance mériterait d'être déterminée. de l'ivoire<sup>10</sup>.

Il est important de noter que les Mai Mai Simba, contrairement à d'autres groupes armés de l'Ituri, sont multiethniques dans la mesure où ils rassemblent en leur sein des combattants issus de différentes communautés. Le fait qu'un Pygmée prenne la tête de combattants, majoritairement bantous, peut s'expliquer par une double raison : d'abord, il a la réputation d'être détenteur de fétiches qui rendraient invulnérables les combattants au front. Ensuite, il est réputé pour son courage et son charisme, ce qui l'avait imposé comme un homme de confiance adjoint de Morgan.

Sur le terrain, des alliances contrenatures sont avérées. Des liens incestueux entre braconniers, miliciens et bandits de grand chemin, d'une part, et acteurs censés assurer la sécurité des personnes et des biens ainsi que l'intégrité territoriale du pays, d'autre part, sont perceptibles et confirment que l'affairisme et, surtout, ce que Dietrich appelle le «commercialisme militaire»<sup>9</sup> sont de mise. A titre illustratif, à Kisangani, Morgan a collaboré avec un réseau criminel dirigé par certains éléments des FARDC qui lui ont fourni des armes, munitions, uniformes et équipements de télécommunication contre

L'activisme de ce groupe a eu des conséquences sécuritaires multiples. Il a accru la vulnérabilité des femmes dont certaines ont été réduites en esclaves sexuelles. Il faut aussi souligner que ces mouvements ont contribué à la prolifération des ALPC dont le contexte d'acquisition reste très obscur, mais pourrait révéler qu'ils bénéficient de mentors à tous les échelons : politiques, économiques, internationaux<sup>11</sup>, etc.

En outre, le déplacement des populations civiles a empiré, avec des attaques récurrentes dirigées contre certaines localités où les services de sécurité sont absents. Par conséquent, les populations ne pouvant vaquer à leurs activités quotidiennes (petit commerce, agriculture, chasse, ...), une crise humanitaire se développe, justifiant l'action d'organisations internationales. Tout cela, dans un contexte où les déplacements terrestres sont devenus périlleux. En effet, des coupeurs de route armés font irruption et dépouillent les voyageurs de tous leurs biens de valeur. En cas de résistance, les victimes sont souvent tuées.

Une autre source de revenus des Mai Mai Simba provient de la « taxation » des foyers miniers, abondants dans les régions forestières. Les orpailleurs – ils seraient des milliers

9. Dietrich, C., "The commercialization of military deployment in Africa", in *African Security Review*, vol. 9, no. 1, 2000 cité par Jeroen Cuvelier et Stefaan Marysse, *Les enjeux économiques des conflits armés, L'Afrique des Grands Lacs*. Annuaire 2002-2003, Paris, L'Harmattan, 2003.

10. UNSC, *op. cit.*, p. 37.

11. Comme nous l'avons déjà indiqué, le rapport de l'ONU sur la FRPI a évoqué la complicité d'officiers ougandais.

en Ituri – devraient leur payer chaque mois l'équivalent de 10 US\$ en or. Il a été observé, également, des prises d'otage dont la libération est conditionnée par le paiement de rançon. Le cas récent est celui d'un notable originaire de la région qui, en dépit du paiement de la rançon exigée par ses ravisseurs, a été exécuté en début 2016.

### III. DES JONCTIONS ENTRE LES GROUPES ARMES DE L'ITURI ET DU NORD KIVU

Certains groupes armés qui opèrent, séparément, dans les deux provinces voisines sont en quête d'une vaste coalition dénommée Union des patriotes pour la libération du Congo, «UPLC». Ce mouvement réunirait, d'une part les Forces armées alliées/Armée nationale de libération de l'Ouganda (ADF/NALU) et les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDRLR) qui sévissent au Nord-Kivu et, d'autre part la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) et les Mai Mai Simba qui opèrent en Ituri<sup>12</sup>.

Le chef d'orchestre de ce nouveau mouvement en gestation serait le cerveau-moteur de Mai Mai Simba, Mangaribi, un seigneur de guerre dont le groupe, opérant à cheval entre les deux provinces, est responsable de plusieurs exactions et de pillage des ressources,

12. Bulletin d'information de la Radio de la mission de l'ONU en RDC (Radio Okapi), le 25 mai 2016.

Il est temps pour l'Etat d'étouffer dans l'œuf ce projet subversif dont le but n'est rien d'autre que l'instauration d'un climat de terreur dans la région. Les groupes ADF/NALU et les FDRL, respectivement, d'origine ougandaise et rwandaise sont classés sur la liste noire des Nations-Unies. Ils sont à la base du carnage des populations civiles, notamment dans le territoire de Beni où ils se servent de la machette pour égorger leurs victimes dont les corps sont mutilés. L'ADF/NALU, qui a des ramifications internationales en Somalie, au Kenya mais aussi des mentors en Grande-Bretagne et en Tanzanie, constitue une menace asymétrique calquée sur le modus operandi de Al-Shebab somalien<sup>13</sup> ayant fait allégeance au réseau Al-Qaïda d'Oussama Ben Laden.

### CONCLUSION ET SUGGESTIONS

Il est permis de s'interroger sur l'action de l'Etat. La RDC est-elle un Etat failli, incapable d'assurer la sécurité de ses habitants ? Ou bien, au vu des connexions entretenues par nombre de ses représentants avec les groupes armés, est-elle devenue un Etat prédateur ?

A noter que la justice demeure l'autre maillon faible de l'Etat congolais. De nombreux seigneurs de guerre et d'individus

13. Romkema, H., *Opportunités et contraintes relatives au désarmement et au rapatriement des groupes armés étrangers en République Démocratique du Congo. Cas des FDLR, FNL et ADF/NALU*, Washington, MRDP, 2007, p.8.

accusés de crimes de guerre se sont retrouvés à la tête des postes importants du pays. Cela a provoqué une brouille avec la mission onusienne, entraînant la rupture de toute opération conjointe avec l'armée congolaise.

En guise de suggestions, notons que la restauration de la paix et de la sécurité dans la province de l'Ituri reste largement tributaire de :

- L'amélioration des stratégies fondées sur la réforme du secteur de sécurité sur base des critères éthiques, objectifs et universellement acceptables en vue de doter l'Etat d'une armée citoyenne, républicaine et gardienne des droits humains ;
- La fin à l'impunité au sein de l'armée et l'amélioration des conditions sociales des militaires en vue d'assurer leur motivation professionnelle ;
- La promotion d'une gouvernance participative et la réduction de la disparité dans la distribution des richesses en vue de diminuer la participation accrue de certains à des entreprises criminelles et mafieuses ;
- Le renforcement du contrôle de la frontière congolo-ougandaise et la mise sur pied d'un mécanisme conjoint de surveillance et de prévention de la criminalité transfrontalière entre les deux pays ;
- L'accroissement de la capacité de la police de mine en vue de couper les sources de revenu aux groupes armés qui procurent leurs moyens du pillage des ressources minières;
- L'établissement d'un cadre de dialogue social permanent et la promotion des activités

culturelles pouvant réunir les différentes communautés de l'Ituri dans le but de consolider la concorde, la cohésion et la bonne entente entre leurs membres.

## BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

• Agenonga Chober, Impact du retrait des troupes ougandaises de la République Démocratique du Congo sur l'évolution des conflits armés en Ituri, Mémoire de licence en Relations internationales, Faculté des sciences sociales, administratives et politiques, Université de Kisangani, 2012-2013.

• Maindo Monga Ngonga, A., « « La républiquette de l'Ituri » en République démocratique du Congo : un Far West ougandais », *Politique africaine* 2003/1 (N° 89), pp. 181-192.

• *Radio Okapi*, Ituri: 1500 familles abandonnent leurs villages suite aux exactions de la FRPI, 21 novembre 2015.

• Romkema, H., *Opportunités et contraintes relatives au désarmement et au rapatriement des groupes armés étrangers en République Démocratique du Congo. Cas des FDLR, FNL et ADF/NALU*, Washington, MRDP, 2007, p.8.

• UNSC, Report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo, S/2012/843, 15 novembre 2012, p. 27.

• Dietrich, C., "The commercialization of military deployment in Africa", in *African Security Review*, vol. 9, no. 1, 2000. cité

• Jeroen Cuvelier et Stefaan Marysse, *Les enjeux économiques des conflits armés*,

*L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2002-2003*, Paris, L'Harmattan, 2003.

• Unyon Vakpa Katumba Oruma, *Le conflit armé en Ituri : la problématique de sa prévention et de sa gestion*, Paris, L'Harmattan, 2009.